



Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : prix à la production
- Politiques sociales: assurance-dépendance / handicap / apprentissage

Actualité financière :

- Marché financiers : traitement préférentiel des obligations vertes
- Régulation financière : CMDI
- Banques et assurances : assureurs de droit public

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Selon des données provisoires de [Destatis](#), les prix à la production dans l'industrie manufacturière ont baissé de 2,6 % en mars par rapport à février, grâce au reflux des prix de gros de l'énergie. C'est la sixième baisse consécutive en glissement mensuel.

Politiques sociales

Le conseil des ministres a adopté le 5 avril 2023 le [projet](#) de loi « Aide et allègement dans les soins ». Est prévue notamment à partir du 1^{er} juillet 2023 une hausse du taux de cotisation à l'**assurance-dépendance** (à 3,4 % contre 3,05 % actuellement) avec une différenciation du taux selon le nombre d'enfants à charge (4,0 % sans enfant, 3,40 % avec

un enfant et une diminution progressive jusqu'à 2,4 % pour 5 enfants et plus). L'allocation versée aux aidants (« *Pflegegeld* ») sera revalorisée (+5 % au 1^{er} janvier 2024) et le reste à charge pour les personnes dépendantes accueillies dans les établissements aménagés baissera. Le congé dépendance pour venir en aide à un proche est relevé à 10 jours par an.

39 % des employeurs assujettis à une obligation légale d'emploi de **personnes gravement handicapées** remplissent ces objectifs d'emploi, 35,1 % les remplissent partiellement et 25,9 % ne les remplissent aucunement (source : [Agence fédérale du travail](#)).

La rémunération mensuelle moyenne d'une personne en **apprentissage** s'élevait en avril 2022 à 1 057 € (en brut et sans primes), celle-ci étant plus élevée dans les métiers de soin (1 139 €, en comparaison : 955 € dans la métallurgie ; source :

LE CHIFFRE À RETENIR

-2,6 %

des prix à la production en mars

[Destatis](#)). 467 000 personnes ont commencé un apprentissage en 2022, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage a ainsi légèrement augmenté par rapport à 2021 (+0,6%) mais est toujours en recul par rapport à 2019 (-8%) (données provisoires de [Destatis](#)).

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

Dans une [étude réalisée en 2022](#), la Bundesbank a analysé les effets du **traitement préférentiel des obligations vertes** dans le portefeuille de garanties. Elle conclut que la taxation du CO₂ serait plus efficace pour lutter contre le réchauffement climatique que le traitement préférentiel des obligations vertes. Elle note que si l'on considère que les risques des entreprises conventionnelles (par opposition aux entreprises «vertes») sont sous-estimés dans la politique de garantie actuellement en vigueur, les décotes sur les obligations de ces entreprises devraient alors être augmentées.

Régulation financière

En réponse à la proposition de la Commission relative à la revue du cadre de gestion de crise et de protection des dépôts, le ministre fédéral des Finances demande que les banques mutualistes et les caisses d'épargne soient exclues de tout nouveau système de garantie des dépôts européen. Les [fédérations bancaires allemandes](#) s'opposent, quant à elles, à la proposition de faire appel aux fonds de garantie nationaux en cas de résolution d'un établissement de crédit.

Banques et assurances

Selon l'agence de notation Fitch, les assureurs de droit public («[öffentliche Versicherer](#)») au nombre de 42 auraient tout intérêt à coopérer très étroitement, voire à fusionner. Ils constitueraient alors, avec 24 Mrd€ soit environ 11% de part de marché, le deuxième assureur allemand derrière Allianz. Ils sont regroupés à l'heure actuelle en 9 formations régionales et sont détenus par les caisses d'épargne, les fédérations régionales de caisses d'épargne ou les Landesbanken.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international